


M & A : vers la fin de l'embellie

**CORPORATES ET FONDS
ONT CONTINUÉ À BÂTIR
LEUR ÉDIFICE À COUP
DE « FUSACQS » AU
1^{ER} SEMESTRE. MAIS LA
MACHINE COMMENCE
À SE GRIPPER. P. 4.**



 **Datasite**®
Where deals are made

FOCUS

LA FRANCE DU LBO EXPLOSE TOUS LES RECORDS

Entre janvier et juin,
155 buy-out ont été signés.
P. 6

PERSPECTIVES

LA RENTRÉE S'ANNONCE MOINS FLORISSANTE

Face aux incertitudes, les
acteurs évaluent leurs options.
P. 7

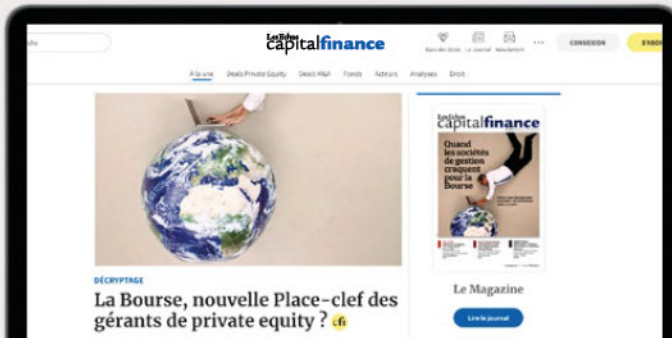
PEOPLE

LE MERCATO DES TALENTS BAT SON PLEIN

Banques d'affaires et fonds
rivalisent d'attractivité.
P. 8



DÉCOUVREZ OU REDÉCOUVREZ VOS AVANTAGES ABONNÉS



Le site web

Les deals en temps réel (Private Equity et M&A) et les dernières nominations.
Les analyses de fond (tendances, enquêtes et chiffres clés).
Un confort de lecture optimal.
Une sélection d'articles des Echos.

L'hebdo numérique

Chaque semaine, découvrez la version numérique du magazine en avant-première, le vendredi dès 18h.

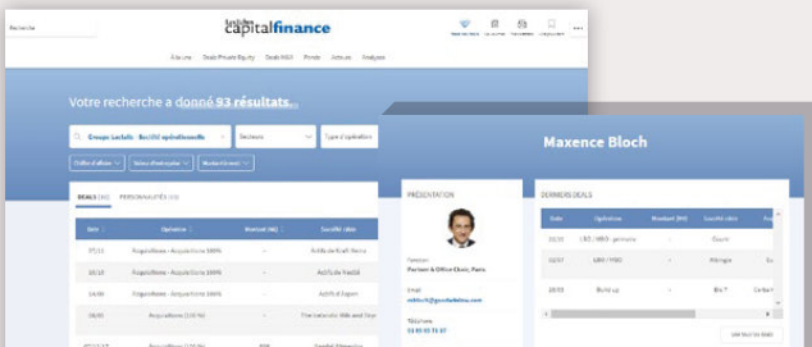
Enquêtes d'actualité, grands angles, méga trends, chroniques juridiques... Chaque semaine, un nouveau dossier au cœur de vos thématiques.



La Base des Deals

Toutes les opérations de capital-investissement et fusions-acquisitions depuis 2003.

Un moteur de recherche efficace et précis complété par des fiches régulièrement enrichies.



Les Newsletters

- La **BREAKING NEWS** : l'information exclusive en live.
- La **QUOTIDIENNE** pour un tour d'horizon rapide et efficace du marché.
- Les **INDISPENSABLES DE LA REDACTION** : l'essentiel de l'actualité corporate finance.
- Les **ESSENTIELS DU LBO** : les 5 LBO marquants de la semaine écoulée.



Profitez d'accès supplémentaires pour seulement **400 €^{HT}/ an** (PAR ACCÈS)

capitalfinance.lesechos.fr

Pour en savoir plus

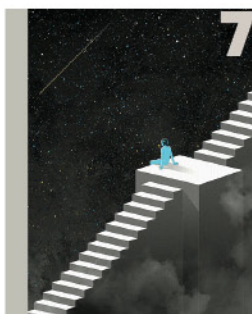
Maria-Luz Carreno – Email : mlcarreno@lesechosleparisien.fr
T. // +33 (0)1 87 39 71 14

Les effluves de 2021 font encore tourner les têtes

« Il faut boire jusqu'à l'ivresse », chantait Charles Aznavour. Un conseil que semblent avoir suivi les acteurs du M&A durant cette première partie de l'année. Le cru 2021 des fusions-acquisitions était, en effet, tellement exceptionnel que le marché a éclusé les dernières bouteilles au premier semestre 2022. Les combats à Kiev, le krach à Wall Street, la flambée des prix ou le tour de vis des banques centrales n'ont pas eu raison de l'effervescence autour des transactions européennes. Amorcées pour la plupart l'an dernier, celles-ci ont presque égalé en volume, comme en valeur, les records de 2018 et 2021. Au total, 9 404 deals ont été conclus sur le Vieux Continent de janvier à juin 2022, pour un montant global de 519 Md€. A peine 4 % de moins qu'un an plus tôt! En France aussi, le trend des opérations s'est accéléré, leur nombre dépassant celui du premier semestre 2021 et poussant certaines banques d'affaires à étoffer leurs équipes.

Signe avant-coureur toutefois d'un essoufflement: la valeur globale des transactions dans l'Hexagone a chuté de moitié, à 41 Md€. Cela s'est concrétisé par davantage de deals de taille moyenne et par l'omniprésence des fonds de private equity. Sans surprise, ceux-ci enregistrent une activité record sur la période. D'autant qu'ils n'ont pas souffert de la fermeture graduelle du marché de la dette, bénéficiant jusqu'ici des financements alternatifs offerts par les fonds de dette privée. Oui, mais voilà, l'écran de fumée se dissipe peu à peu dévoilant une réalité économique que le marché ne peut ignorer plus longtemps. Bien que les derniers closing animent encore ce mois de juillet, la fête du M&A touche à sa fin... et personne ne sait dire quand aura lieu la prochaine. L'attentisme semble le mot d'ordre de l'été. Méfiance tout de même, sous sa torpeur apparente, août nous a réservé par le passé quelques mauvaises « surprises ».

Anne-Laure Julien
Rédactrice en chef de Capital Finance



4 | CRIBLE

Le M&A surfe encore sur la vague exceptionnelle de l'an dernier

6 | FOCUS

La France du LBO a battu tous les records au premier semestre

7 | PERSPECTIVES

La rentrée s'annonce moins florissante

8 | PEOPLE

Le mercato bat son plein pour les banques d'affaires et les fonds de non-coté



@capitalfinance



Les Echos Capital Finance

Président de la SAS Investir Publications
et Directeur de la publication:
Pierre Louette •
Editrice : Laure Joly •
Édité par Investir Publications SAS,
S.A.S. au capital de 4177 350 €
R.C.S. Paris 351 660 808 •
Commission paritaire:
1222 T 82540 • ISSN : 0999 5978 •
10 boulevard de Grenelle CS 10817
75738 Paris cedex 15 •
capitalfinance.lesechos.fr

RÉDACTION:
Directrice des développements éditoriaux:
Emmanuelle Duten (eduten@lesechos.fr)
Rédactrice en chef:
Anne-Laure Julien (aljulien@lesechos.fr)

Publicité:
KETIL MEDIA 01 78 90 15 33

Responsable de la diffusion:
chanulak@lesechosleparisien.fr
mlcarreno@lesechos.fr

Contact commercial et gestion
des abonnements: tél. : 01 70 37 61 35
fax: 01 55 56 70 38
serviceclientscapfin@lesechos.fr
Service abonnements, 8 rue de Mouchy,
60438 Noailles Cedex
Abonnement annuel: 1749 € HT

Maquette:
François Guihard,
MG Imprimerie, 04 90 670 670

Toute reproduction non autorisée,
même par photocopie, est interdite.

Capital Finance est une publication
de Groupe Les Echos
Principal associé: Ufi par (LVMH)
Président directeur général:
Pierre Louette
Directeur général délégué:
Bérénice Lajouanie
Directeur délégué:
Bernard Villeneuve

Le M&A surfe encore sur la vague exceptionnelle de l'an dernier



Contre toute attente, le marché européen des fusions-acquisitions enregistre au premier semestre un volume de deals conséquent, avec des niveaux de valorisation qui restent élevés.

Résilience. Ni le krach boursier, ni la guerre en Ukraine, ni même la remontée des taux d'intérêt ou le retour de l'inflation ne semblent entamer le moral des acteurs européens du M&A durant cette première partie de l'année. Contre toute attente, le marché des fusions-acquisitions enregistre même l'un de ses meilleurs premiers semestres sur sept ans, derrière les records établis en 2018 et 2021. Selon les chiffres compilés par Refinitiv, 9404 deals ont été conclus sur le Vieux Continent de janvier à juin 2022, représentant un montant global de 530 Md\$ (518,7 Md€). C'est à peine 4 % de moins que l'an dernier, à la même période. A noter que la correction boursière et l'instabilité économique et géopolitique ont favorisé les opérations

domestiques, le montant des deals outbound ayant lui chuté pratiquement de moitié.

DES OPÉRATIONS « EMBARQUÉES » DE 2021

Parmi les opérations les plus emblématiques des six premiers mois de l'année figurent deux rapprochements industriels de taille. La fusion, par échange d'actions, du groupe de chimie néerlandais Royal DSM avec la société suisse d'arômes et de parfums Firmenich. Le nouvel ensemble devrait ainsi valoir plus de 40 Md€. Et l'acquisition par Philip Morris de Swedish Match, spécialiste du snus (sachets de poudre de tabac humide ou de nicotine qui se placent entre la gencive et la joue) pour 17 Md€. Un pas supplémentaire pour le propriétaire de Marlboro hors du marché traditionnel de la cigarette. Sans surprise, les géants américains du private equity sont omniprésents eux aussi dans ce palmarès semestriel. Blackstone accompagne la holding de la famille Benetton, pour mettre à l'abri Atlantia, gérant de concessions autoroutières et aéroportuaires qui était convoité par l'espagnol Grupo ACS. Une OPA est en cours, valorisant l'entreprise, dette comprise, autour de 50 Md€. Dans le même temps, KKR s'empare du producteur britannique d'énergie renouvelable ContourGlobal, pour un montant total de 5,5 Md€. Enfin, malgré la perte de vitesse

TOP 5 EUROPÉEN DES DEALS 2022

Valeur d'entreprise en Md\$	Cible	Acquéreur
52,06	Atlantia (Italie)	Blackstone et Edizione
20,72	Firmenich (Suisse)	DSM
17,28	Swedish Match (Suède)	Philip Morris
12,66	NGG (RU)	Macquarie (consortium)
8,79	Orange (Espagne)	MasMovil

Source: Refinitiv

et de popularité des Spac, l'un d'entre eux, l'américain Cohn Robbins Holdings, se rapproche de l'opérateur suisse de loterie Allwyn pour en faire une société cotée au NYSE d'une valeur de 7,2 Md€. Une opération qui était déjà bien avancée en fin d'année dernière.

Comme beaucoup d'autres en réalité. Aux premières loges, banquiers et avocats d'affaires s'accordent en effet à dire que le trend du premier semestre se compose essentiellement d'opérations dites « embarquées ». C'est-à-dire lancées en 2021 et se bouclant en 2022. C'est ce qui soutient à la fois la dynamique et les niveaux de valorisation proches de ceux de 2021, alors que les indices boursiers accusent une chute d'environ 20 %* depuis le 1^{er} janvier.

DES DEALS DE TAILLE MOYENNE

La situation diffère un peu en France. « Jusqu'en mai, nous n'avons observé aucun ralentissement dans le pipeline », avoue un banquier d'affaires. Et de fait, le nombre d'opérations dans l'Hexagone (1213) dépasse celui du premier semestre 2021 (1039). En revanche leurs tailles ont fortement réduit. Le montant global des fusions-acquisitions sur le semestre se monte à 41 Md€, accusant une baisse de 49 % par rapport à l'an dernier. C'est le marché intérieur qui souffre le plus, avec une chute de 80 % des sommes en jeu. Le comparatif avec 2021, année exceptionnelle, biaise un peu les résultats. Car si on se réfère aux semestres antérieurs, la valeur globale de 14 Md€ dégagée sur ce segment domestique semble davantage en ligne avec les montants habituels. « Reste qu'aucun mégadeal – d'une taille supérieure à 10 Md€ – n'a été annoncé cette année, ce qui généralement constitue une solide base de trend », observe un autre banquier. Pas une opération ne dépasse même les 3 Md€ en France. La plus importante concerne le rachat de la PME agenaise Reden Solar, spécialiste du photovoltaïque, par le géant australien de l'infrastructure Macquarie pour 2,7 Md€. Dans son sillage, pour un montant quasi identique, une acquisition dans l'immobilier opérée par CNP Assurances. En parallèle, à l'image de ce que l'on observe dans l'ensemble de l'Europe, les fonds de private equity préemptent la plupart des opérations du semestre. Globalement, « les processus se passent un peu différemment cette année, avec plus de deals conclus de gré à gré et moins de concurrents », confie un avocat d'affaires. KKR met ainsi la main sur le producteur d'énergie Albioma, présent dans les territoires d'outre-mer, pour 2,5 Md€, et le fonds qatari Mannai cède la SSII française Inetum (ex-GFI Informatique) à l'américain Bain Capital pour 2 Md€. Inversement, la holding familiale belge D'Ieteren lui rachète Parts Holding Europe (maison mère d'Autodistribution) en échange de 1,9 Md€. Enfin,

bravant la tempête boursière, I2PO, le SPAC made in France de la famille Pinault, Matthieu Pigasse et Iris Knobloch conclut un accord avec Deezer en vue de coter la plateforme de streaming musical.

CRISPATION GRADUELLE SUR LE FINANCEMENT

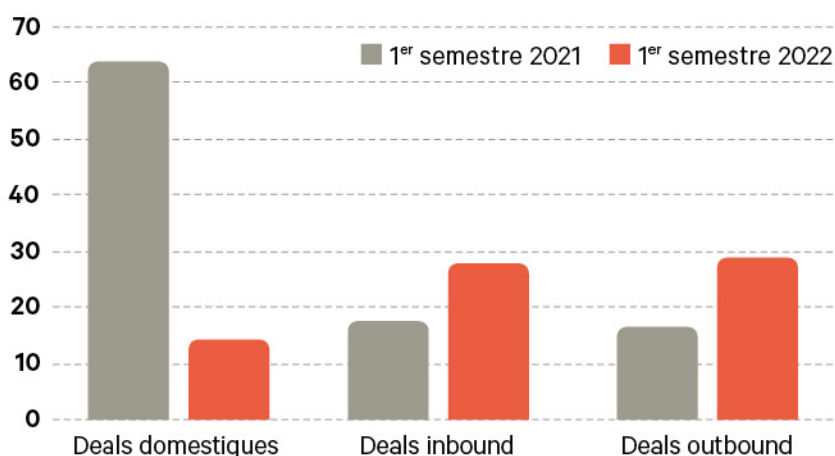
Une ombre au tableau toutefois : un marché de la dette qui s'est fermé graduellement depuis janvier. « Le segment de l'investment grade se maintient, mais, même si c'est temporaire, pas celui du high yield », observe un financier. Dans ces conditions, seuls les acteurs industriels les mieux notés se trouvent en mesure d'emprunter pour réaliser des acquisitions. « Les corporates sont redevenus très actifs sur les sociétés sous LBO, en raison de synergies importantes qu'ils entrevoient », confirme un associé d'une grande banque française. Les montages leveragés passent eux beaucoup plus difficilement. « Cela ne s'est pas trop ressenti jusqu'à présent dans les deals, car les grands fonds de dette privée comme Ares, KKR ou Blackstone ont pris le relais du financement avec de l'unitranche », explique le banquier. « Un écran de fumée », résume-t-il.

En attendant, le second semestre débute en France par un newsflow particulièrement dense en termes de deals. Avec les dernières cessions d'actifs de Veolia liées au rachat de Suez l'an dernier, et dans la même veine, la vente de certaines activités de TFI du fait de son rapprochement avec M6. A cela s'ajoutent des recentrages stratégiques comme la vente de Protrae au Danemark par Saint-Gobain, estimant la taille critique de filiale bois insuffisante localement... « Et d'autres opérations sont attendues au cours des prochaines semaines », assurent plusieurs banquiers. Carpe diem. A-L.J.

* Euro Stoxx 50

Le montant des opérations chute en France

Source: Refinitiv



La France du LBO a battu tous les records au 1^{er} semestre



Le baromètre établi par *Capital Finance* fait état de 155 buy-out signés à fin juin. La cartographie du marché se redessine, avec une contraction du large et du mid-cap.

Jamaï les opérations à effet de levier n'ont été si nombreuses en France. D'après les données recensées par *Capital Finance*, 155 LBO y ont été noués au premier semestre. Un niveau d'activité qui non seulement s'inscrit en hausse de 12 % par rapport à la même période de 2021, mais qui de plus traduit un pic par rapport aux millésimes pré-crise de 2019 (+ 52 %) et de 2018 (+ 23 %). Derrière cette hausse de la volumétrie se dessine une profonde redistribution des cartes.

AUCUN LBO DE PLUS DE 3 MDE

Le segment large cap a ainsi souffert d'une forte contraction : seuls sept deals d'une valeur unitaire supérieure à 1 Md€ ont été signés à fin juin, soit

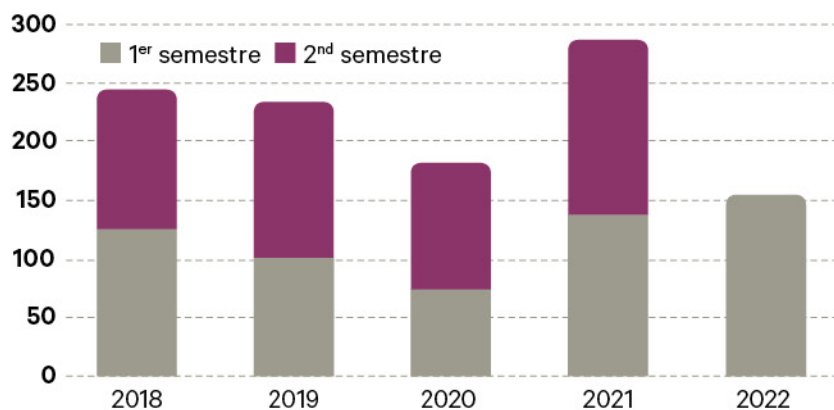
36 % de moins qu'il y a un an. Difficile de parier, au regard du contexte macro-économique et des tensions afférentes sur le marché du financement que la barre des 17 jumbo-LBO, franchie sur la pleine année 2021, sera dépassée au titre de l'exercice en cours. De plus, la magnitude de ces grosses transactions est sans commune mesure avec celle observée l'an passé. La palme du premier semestre revient à Albioma, avec une valeur d'entreprise de 2,7 Md€, articulée lors de l'OPA annoncée par KKR, ce printemps. C'est deux fois moins que ce que le même KKR avait retenu en juin 2021 lors de son entrée au capital de Cegid (5,5 Md€), actant là le deuxième plus gros LBO tricolore de tous les temps. Plus largement, entre janvier et juin 2022, quatre buy-out ont dépassé le seuil des 2 Md€ de valorisation – Albioma, donc (2,7 Md€), TSS (2,3 Md€), Euro Techno Com (2 Md€) et Inetum (2 Md€). Ils ont ainsi cumulé 9 Md€ de valeur... à comparer aux 16 Md€ combinés l'an passé par Cegid, DomusVi (4,5 Md€), Cerba (4,5 Md€) et autres Circet (3,3 Md€). A vrai dire, le verdict est encore plus sévère pour le middle market, défini ici comme englobant des valorisations comprises entre 0,1 Md€ et 1 Md€. La preuve, en douze mois, il a accusé une chute de 41 % en volume, avec 19 buy-out au compteur (versus plus d'une trentaine sur les six premiers mois de 2021).

RÉGÉNÉRESCENCE DU TISSU

S'il y a un tour de force que la France du LBO aura réussi ce premier semestre, c'est la régénérescence de son tissu économique. Les premières ouvertures de capital ont ainsi pesé 62 % du nombre total d'opérations à effet de levier signées. Et sur cet échiquier, ce sont les entreprises jusqu'à présent contrôlées par leurs dirigeants et/ou fondateurs qui représentent la quasi-totalité de l'échantillon. Les spin-off, cristallisant des buy-out primaires, ne se chiffrent qu'au nombre de huit – parmi ceux-ci, on retiendra le carve-out de l'activité terminaux de paiement de Worldline par Apollo (2,3 Md€) dans le large cap ou la cession par Nestlé de ses célèbres purées Mousline (dont le chiffre d'affaires serait d'une cinquantaine de millions d'euros, selon les informations de *Capital Finance*) pour le small market. Toute la question est évidemment de savoir dans quelle direction et avec quelle vélocité l'industrie du buy-out à la française poursuivra sa trajectoire. La longue liste des facteurs d'incertitude et son lot de contraintes (hausse des taux d'intérêt, volatilité des marchés, spirale inflationniste, contraction du marché de la syndication, etc.) vont, sans nul doute, ralentir la cadence. Mais la liquidité, côté equity, est bel et bien là, avec une dry powder qui s'établissait à 3400 Md\$ à fin 2021. Quant aux fonds de private debt, ils sont bien armés pour alimenter la machine small et mid-cap. **E.D.**

Nombre de LBO noués en France

Source: Capital Finance



La rentrée s'annonce moins florissante

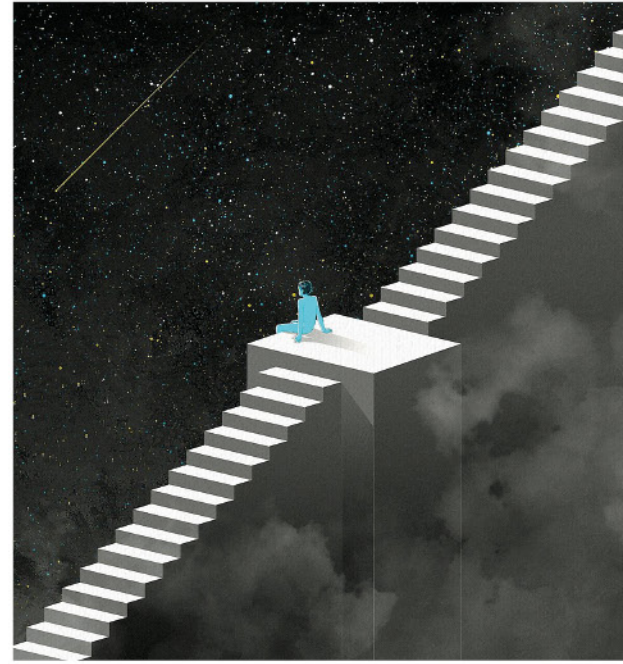
Face à un contexte économique et politique toujours incertain, les acteurs corporate et financiers demeurent dans l'expectative...

« L'été ne devrait pas être très occupé, et fin septembre soit le ralentissement se confirme, soit le business reprend... », résume un banquier d'affaires. Avec un marché des actions quasiment fermé et celui de la dette sous forte tension, les conditions ne cessent en effet de se dégrader pour les opérations de M&A. A cela s'ajoutent le regain d'inflation et la hausse des taux d'intérêt qui font peser beaucoup d'incertitudes sur les valorisations. Le tout sur fond de guerre en Ukraine et de pénurie des matières premières... « Un corporate qui souhaite réaliser des acquisitions va préférer attendre que les valorisations baissent tandis qu'un sponsor va lui aussi patienter pour revendre des actifs », résume le responsable d'une banque d'affaires américaine. Même écho du côté des acteurs de la due diligence, pour lesquels « à partir de septembre le planning est moins chargé ». En réalité, « seule la fin de la purge boursière, et donc une stabilisation des prix, pourrait relancer la dynamique M&A », estime le banquier. Certains économistes tablent encore sur 10 à 15 % de baisse supplémentaire...

DES OPPORTUNITÉS À SAISIR

Toute crise recèle des opportunités et celle-ci n'y déroge pas. Même si à ce stade c'est un peu tôt, la baisse des valorisations va rendre les actifs plus accessibles. « Les grands acteurs du corporate continuent de faire des emplettes », observe l'associé d'une grande banque. Ils se trouvent en tout cas en meilleure posture pour saisir des pépites puisque le marché de la dette (investment grade) leur reste ouvert. « Reste que, dans un climat d'incertitude, ils n'en seront que plus sélectifs », nuance l'associé. « Certaines activités BtoC comme la grande distribution, dont le business model reste à réinventer, et qui subit de plein fouet l'inflation, ne les intéresseront pas forcément, même si la plupart des grands acteurs européens et français sont à vendre », ajoute-t-il. Des concentrations en Europe dans le secteur bancaire sont également évoquées de manière récurrente mais ce sont des métiers exposés. L'écosystème européen très fragmenté des équipementiers aéronautiques pourrait aussi retenir l'attention. En parallèle, « des deals de réorganisation stratégique de très grande ampleur se profilent en France, comme Atos ou Renault-Nissan », indique un financier. « Il y a également des industriels américains qui estiment que c'est le moment d'aller chercher en Europe des cibles moins chères avec peu de concurrence sur les processus d'acquisitions », observe un autre spécialiste du M&A.

Du côté des fonds d'investissement, « l'état d'esprit reste positif et certains projettent même de lancer des processus de vente en septembre-octobre



sur des sociétés présentant une vraie résilience », indique un banquier d'affaires. Quant aux actifs que les sponsors ne veulent ou ne peuvent céder, les fonds de continuation offrent une autre solution. « Ces véhicules, pour la plupart anglo-saxons, débarquent en force en France », prévient le banquier. Ces fonds dans lesquels sont transférés 1 ou 3 actifs au maximum d'un portefeuille permettent à certains investisseurs de sortir et à d'autres de rentrer sur des multiples attractifs. « L'option d'utiliser un continuation fund n'est plus un sujet théorique, elle fait partie de la check-list des fonds d'investissement aujourd'hui », confirme un avocat d'affaires. « Dans la documentation juridique, nous faisons particulièrement attention à ce que les transferts d'actifs à des continuation funds soient possibles. Et cela peut être monté en sortie partielle ou totale des managers et des investisseurs », détaille le juriste.

LE RETOUR DU RESTRUCTURING

Enfin, la situation économique laisse présager un boom des deals de restructuring. « Les taux d'intérêt augmentent, les opérations de syndication bancaire sont plus complexes, le marché du HY reste fermé, et le financement du BFR devient un vrai défi pour certaines entreprises confrontées à l'inflation de leurs coûts et à des difficultés dans leur chaîne d'approvisionnement. Nous nous attendons à ce que les marchés de capitaux rouvrent dans une certaine mesure, mais la seconde moitié de l'année sera difficile pour un certain nombre de secteurs et d'entreprises », confie un avocat d'affaires. A.-L.J.



Le mercato des banquiers d'affaires bat son plein

Les « boutiques » ou assimilées ont démontré, une nouvelle fois, leur attractivité auprès des talents en France, durant le premier semestre.

Sur l'écran-radar des mouvements de banquiers d'affaires, les « incumbent banks » ont émis des signaux faibles en France, au premier semestre. Force est de constater que ce sont les « boutiques » ou assimilées qui ont résolument animé le mercato. A commencer par **Natixis Partners** qui a frappé un grand coup en recrutant deux figures du mid et large cap venues de Canaccord Genuity. Le 1^{er} septembre, **Olivier Dardel** (qui présidait jusqu'ici les activités françaises de la firme canadienne) et **Denis Vidalinc** (qui y officiait comme responsable du conseil en financement) acteront formellement leur entrée dans la structure pilotée par Patrick Maurel, laquelle s'était aussi adjoint, en début d'année, l'expertise de **Driss Mernissi**, transfuge de Messier & Associés. Mais, pour la firme dirigée par Jean-Marie Messier, le millésime en cours est aussi riche de développements. Dans les premières heures de juillet, la banque d'affaires a ainsi élargi le cercle de ses associés en promouvant **Jérémy Langlois**, qui officie dans ses rangs depuis une dizaine d'années. Au printemps, elle avait aussi fait entrer à son capital **Hubert Preschez**, ancien co-responsable du global banking France de HSBC arrivé l'été dernier. Au début de 2022, Messier & Associés avait surtout fait appel à un nouvel associé en la personne de **Fabrice Martineau**, qui co-dirigeait DC Advisory France depuis 2019. Si elle semble avoir un temps tenté de recruter d'Orange **Stéphane Richard**, c'est Perella Weinberg qui a eu le dernier mot. Le 1^{er} juillet, l'ancien patron d'Orange y a retrouvé David Azéma (responsable de l'advisory de la firme pour la France), son camarade de la promotion Fernand Braudel à l'ENA. Au sein de sa nouvelle maison, il a vocation à occuper des fonctions opérationnelles en conseillant « des opérations de tout secteur, d'entreprise nationale et internationale ».

De son côté, Centerview continue, pas à pas, de renforcer l'édifice de son bureau parisien, ouvert il y a un peu plus de deux ans sous l'égide des trois ex-Lazard, Matthieu Pigasse, Nicolas Constant et Pierre Pasqual (promu partner début 2022). En septembre, il comptera un quatrième associé en France, en la personne de **Yann Krychowski**, précédemment co-responsable de Barclays pour la France, la Belgique et le Luxembourg.

MOUVEMENTS DE FIGURES DU M & A

Oddo BHF Corporate Finance n'est pas en reste, avec l'arrivée, annoncée en février, de **Laurent Buiatti**, une figure historique de Rothschild & Co, où il a passé plus d'une vingtaine d'années. Autre vétéran du conseil en fusions-acquisitions qui ouvre un nouveau chapitre ? **Pierre Tattevin**, ancien associé-gérant de Lazard et de Rothschild & Co, a rallié Bucéphale Finance, en qualité de senior partner. Son arrivée intervient en parallèle d'une vaste refonte capitalistique : les trois associés David Urban, Timothée Fontaine et Julien Durand ont, en effet, finalisé le rachat de la boutique auprès de la famille du fondateur emblématique, Jean-Marc Forneri, disparu fin 2020.

Signe des temps, les lignes continuent de bouger dans l'univers du conseil tech et digital. Amala Partners s'est entouré d'un quatrième associé, aux côtés de Jean-Baptiste Marchand, de Benjamin Giner et d'Alexis Matheron (arrivé en septembre 2021 en provenance de DC Advisory). On parle là de **Jean-Michel Cagin**, qui officiait chez Roland Berger depuis 2017, où il était responsable des pôles private equity et tech & analytics. Torch Partners a, pour sa part, recruté tout récemment le managing director **Alexandre Landuren**, qui exerçait depuis deux ans chez Case Corporate Finance, après un parcours chez Lazard, Rothschild & Co et Perella Weinberg. Le tour d'horizon ne serait évidemment pas complet sans les promotions phares qui ont ponctué les six premiers mois de l'année. Pêle-mêle, on retiendra, notamment, que Clearwater a promu **Laurence de Rosamel** au grade de managing partner, quand Edmond de Rothschild CF a nommé associés **Raphaël Compagnion** et **Jonathan Jacquin**. Quant à Greenhill & Co, il a coopté **Arnaud Boucher** au rang de managing director tandis que Natixis Partners a désigné **Erwan Thébaud** managing director. Sans oublier **François Baroin** qui a été choisi comme chairman France de Barclays. L'ancien ministre, sous la présidence de Jacques Chirac puis de Nicolas Sarkozy, œuvrait dans l'institution bancaire comme senior advisor depuis 2018. E.D.

La cartographie « people » des fonds de private equity se redessine



Des grands noms du non-coté ont donné un nouveau tournant à leur carrière au cours du premier semestre.

Schéma de rémunération oblige, le capital-investissement est un segment où le jeu de chaises musicales est plus rare que d'autres pans de l'industrie financière. Présenter un track-record solidement délivré par une équipe qui mise sur la stabilité compte aussi à l'égard des LPs. Mais, en ce début d'année 2022, il est vrai que la cartographie « people » des fonds de private equity s'est largement redessinée. Des figures emblématiques ont donné un nouveau tournant à leur carrière. A la mi-juin, **André François-Poncet** a pris le marché de court, en remettant sa démission de Wendel, sachant que son mandat de président du directoire de la holding cotée courait jusqu'en 2025. Il faudra attendre le second semestre pour connaître le nom de son successeur. Quant à **Jean Raby**, il a rallié Astorg, comme partner chargé du business development, après avoir œuvré comme head of asset and wealth management chez Natixis (2017) et participé comme sponsor et co-CEO au lancement du Spac Odyssey Acquisition coté à Amsterdam (2021). En mai 2022, les deux ex-Capza **Dominique Gaillard** (qui n'est resté dans la société de gestion que quelques mois) et **Laurent Bénard** (qui y officiait comme dg) ont dévoilé le lancement d'Armen, une société à mission qui a vocation à mener des opérations de « GP stake » dans le mid-cap européen.

TRANSMISSION PROGRESSIVE

A l'échelon des directions générales, les cartes sont aussi largement rebattues. C'est une logique de transmission progressive qui se met ainsi en place chez LBO France. Robert Daussun conserve la fonction de président, à l'heure où **Stéphanie Casciola**, l'associée responsable de l'activité immobilier, se voit confier la direction générale. Apax Development opte aussi pour un binôme: **Isabelle Hermetet** devient co-responsable de l'activité small cap d'Apax, aux côtés de Caroline Rémus, avec l'objectif de prendre la tête de l'équipe au terme du prochain fonds dont la commercialisation sera enclenchée en septembre. On notera aussi que la présidence de Pechel n'est plus assurée par Jean Gore. Détaché par Sparring Capital, **Denis Catz** a pris la relève et assure la gestion du Responsable Growth Fund avec **Sandra Pezet**, trans-

fuge d'Elsan. Dans un tout autre registre, Mirabaud Private Equity Lifestyle a fait appel à **Chabi Nouri**, ancienne P-dg de Piaget, comme partner et co-gérante, aux côtés de David Wertheimer. Par le jeu des promotions internes, les organigrammes ont également trouvé à se renouveler: **François Deltour** a pris la présidence du directoire d'Arkéa Investment Services qui gère 70 Md€ d'encours et chapeaute notamment Swen CP... lequel a désigné **Jean-Philippe Richaud** comme dg adjoint et directeur des investissements. Enfin, chez Maif Avenir, **Milène Gréhan** devient dg de l'équipe, qu'elle a rejointe en 2017 en provenance de Raise. Dans le cœur du réacteur, c'est-à-dire à l'échelon « partner » des forces vives dédiées à l'investissement, les cooptations d'associés sont allées bon train. Les recrutements ont aussi constitué un vecteur non négligeable. Dans sa branche Flex Equity Mid-Market, Capza a fait appel à **Stéphanie Frachet**, ex-MD de Bpifrance. Lazard Frères Gestion s'est adjoint l'expertise de **Jérôme Sibony** comme head of private equity – l'intéressé occupait cette même fonction chez Stanhope depuis 2015. Quant à MBO & Co, il a intégré dans ses rangs **Oriane Benveniste-Profichet**, anciennement directrice associée de Cambon Partners, pour lui confier la responsabilité des sujets « tech ».

SANG NEUF DANS LA TECH

Dans la tech, justement, et dans le capital-innovation, plus précisément, les GPs se sont injecté pas mal de sang neuf. Oddo BHF Private Assets a recruté **Richard Clarke-Jervoise** (ex-BNP Paribas Wealth Management), en tant que « MD » pour lancer une activité de venture capital, autour d'un fonds primaire et secondaire. C4 Ventures, qui a vu le jour sous l'égide de Pascal Cagni, s'est doté d'un quatrième associé en la personne d'**Eric Boustouller**, ancien de Microsoft et de Solocal. Quant à XAnge, il vient d'accueillir **Luc Jodet**, le co-fondateur de la start-up Ariane, pour œuvrer à la création d'un fonds dédié au Web3 qui vise à réunir 80 M€ à terme. Sans oublier Jolt Capital, le spécialiste de la deeptech, qui fait feu de tout bois. Tout en étoffant son équipe d'operating partners, il a recruté deux general partners que sont **Eric Arnould** (ex-Natixis) et **Clara Audry** (ex-Cap Horn Invest), et un partner, **Maxime Mallet**, lequel officiait chez Bpifrance. **E.D.**

Conçu pour demain par les experts M&A d'aujourd'hui



Fusions, acquisitions, cessions, levées de fonds, financements, refinancements, ou encore restructurations ; faites progresser vos transactions avec Datasite, le leader des datarooms. Contactez notre équipe M&A locale pour en savoir plus.